

## Quelle histoire pour l'environnement ?

Si géographes et historiens partagent la même définition de ce que l'on entend par environnement, les deux disciplines n'ont pas avancé au même rythme. L'histoire a pris en France un retard important, laissant en quelque sorte aux autres le soin de considérer la dimension temporelle des choses. Une situation regrettable, non pas que les historiens aient le monopole du passé, mais il importe qu'ils prennent là aussi, avec leurs méthodes et leurs problématiques, toute leur place. Car si, peut-être, l'histoire environnementale n'a pas vraiment de terrain qui lui soit particulier, elle a assurément un regard qui lui est propre. Il y a heureusement des raisons d'espérer : les jeunes chercheurs, de plus en plus nombreux, abordent ce terrain. Mais presque tout reste à faire, et nous n'en sommes qu'au début, en France du moins...

par Geneviève MASSARD-GUILBAUD

Directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales  
Présidente de l'European Society for Environmental History (ESEH)

Un des intérêts d'un numéro thématique et pluridisciplinaire comme celui-ci est évidemment les rapprochements qu'il permet entre disciplines. Aussi ouvrirai-je cet article en soulignant la proximité de la conception que je vais développer par rapport à celle de ma collègue géographe Yvette Veyret et la grande différence qui sépare cependant l'histoire et la géographie, disciplines traditionnellement très proches, en France du moins, dans ce domaine de l'environnement (1).

La proximité réside dans la définition même de ce que l'on entend par environnement. La différence, dans l'avancée, dans la maturité de la géographie dans ce domaine de l'environnement au regard de la situation en histoire. Autant la géographie a intégré l'objet d'étude qu'est l'environnement depuis pas mal de temps déjà, et en a donc, non pas fait le tour, mais bien balisé les contours, autant l'histoire, ou plutôt l'histoire française, n'en est encore qu'aux balbutiements. L'histoire, en effet, a pris en France, dans ce domaine, un retard évident non seulement par rapport à la géographie mais aussi par rapport à bien d'autres sciences humaines et sociales, laissant en quelque sorte aux autres le soin de considérer la dimension temporelle des choses.

C'est une situation regrettable, non pas parce que les historiens auraient le monopole du passé, ni même le monopole de la prise en compte de la temporalité, mais parce que les différentes disciplines travaillent selon des méthodes qui leur sont propres. En conséquence, même lorsqu'elles considèrent le même sujet, elles ne mettent pas l'accent sur la même chose et ne parviennent pas aux mêmes résultats. La richesse vient du croisement des regards, car nous savons bien aujourd'hui qu'aucune discipline n'a le monopole de la « vérité ». Il me paraît donc important que les historiens, avec leurs méthodes et leurs problématiques propres, prennent toute leur place dans l'étude de l'environnement... Ceci étant, les choses sont en

train de changer avec les jeunes chercheurs, qui sont de plus en plus nombreux à aborder ce terrain. Mais presque tout reste à faire, et nous n'en sommes qu'au début, en France du moins...

Dans les quelques pages qui me sont imparties ici, et plutôt que de proposer un panorama de la recherche historique française en matière d'environnement (2), je souhaiterais tout d'abord présenter le débat qui a traversé, il y a un certain temps maintenant, l'école américaine d'histoire de l'environnement. Bien qu'il soit aujourd'hui partiellement dépassé, aux États-Unis du moins, ce débat m'apparaît avoir soulevé un problème de fond... Dans un second temps, j'évoquerai les raisons pour lesquelles il me paraît important que les historiens, tout en dialoguant avec les autres sciences sociales, s'emparent de l'environnement, le constituent en objet d'étude et rattrapent au plus vite le temps perdu...

### Un débat américain

L'histoire de l'environnement est apparue comme un champ historique clairement constitué au début des années 1970, aux États-Unis. Elle définissait alors elle-même son objet comme l'histoire des relations entre l'homme et la nature, ou l'histoire de l'écologie. Ses racines intellectuelles sont probablement diverses, mais beaucoup d'historiens américains aiment citer, parmi leurs sources d'inspiration initiales, les historiens français de l'École des Annales, ce qui est quelque peu étonnant (3). Certes, dès 1973, les *Annales* consacraient un numéro spécial à l'environnement. Mais quand on en regarde le contenu, on voit que c'est l'influence de ce qui se faisait ailleurs qui a poussé Emmanuel Le Roy Ladurie (qui dirigeait ce numéro) à le publier et non l'inverse. Les auteurs en étaient d'ailleurs très majoritairement étrangers. La plupart étaient aussi spécialistes d'autres disciplines que l'histoire.

*Une erreur de perspective*

Quoi qu'il en soit, lorsque nos collègues américains parlent de l'influence de l'École des Annales en la matière, ce n'est pas ce numéro qu'ils citent (on sait combien les travaux français non traduits sont peu lus aux Etats-Unis), mais l'œuvre de Fernand Braudel... Cette référence me paraît paradoxale, parce que l'œuvre de Braudel et celle de ses contemporains me paraissent, globalement, s'inscrire dans un paradigme antérieur au mouvement de protection

de la nature qui prend de l'ampleur dans les années soixante et soixante-dix, et à la naissance de l'écologie politique. Chez Braudel, la nature ou le milieu (ce sont ces termes qu'il emploie, et non celui d'environnement) tiennent évidemment une grande place, mais le rapport que l'homme entretient avec eux est plus un rapport de conquête ou d'exploitation qu'un rapport de protection, de coexistence pacifique, ou de gestion respectueuse et durable. La nature de Braudel s'explore, se conquiert, se discipline ou se domestique... Mais comment reprocher cette erreur de perspective à nos collègues américains lorsque l'on sait que l'un des volumes de *L'Identité de la France (Espace et Histoire)* s'intitule, dans sa version anglaise *The Identity of France : History and Environment* ! Une chose est sûre : ni en français ni en anglais les mots « espace » et « environ-

nement » ne sont synonymes. Et si l'espace, comme le temps, est bien au cœur des travaux de Braudel, l'environnement, dans l'acception qui est la nôtre aujourd'hui, en est à mes yeux absent. D'ailleurs, passé ce numéro pionnier mais sans suite des *Annales*, personne n'a plus prétendu, en France, écrire une quelconque « histoire de l'environne-

ment » avant une vingtaine d'années. C'est bien un indice de ce qu'en France, l'environnement n'avait pas encore trouvé ses historiens.

Au demeurant, il me paraît peu probable que nombreux soient les historiens qui écrivent aujourd'hui ce qu'ils appellent, de nouveau, histoire de l'environnement, à se reconnaître dans le programme tracé par Emmanuel Le Roy Ladurie lorsque, à propos de son *Histoire du climat* (4), il revendiquait l'écriture d'une « histoire sans les hommes », une « histoire de la pluie et du beau temps » (5). Pour ce qui

me concerne, et fidèle en cela à Marc Bloch, je considère qu'il n'y a pas d'histoire sans l'homme, pas plus d'ailleurs qu'il n'y a d'environnement sans l'homme... Ceci non par anthropocentrisme mais parce que l'environnement est, comme Yvette Veyret le décrit bien dans son article, un concept qui se préoccupe des *relations* entre l'homme et ce qui l'entoure. Une histoire du climat qui ne se soucierait pas de l'impact de ce climat sur les sociétés (ou inversement) relèverait à mes yeux de l'histoire des sciences, ou de la climatologie, pas de l'histoire « tout court ».

Les racines de l'histoire de l'environnement sont probablement diverses, mais l'une d'entre elles est certainement le mouvement de protection de la nature qui émerge à cette date autour de livres comme *Silent Spring* de Rachel Carson. L'histoire de l'environnement n'est évidemment pas le seul

champ historique à avoir trouvé ainsi ses racines dans le mouvement social. Le parallèle est facile à faire avec l'histoire des femmes, ou avec celle du mouvement ouvrier, par exemple. Mais si le phénomène n'est pas unique, il semble avoir des conséquences particulièrement notables dans ce domaine de l'environnement.



© Erich Hartmann/MAGNUM PHOTOS

*Les racines de l'histoire de l'environnement sont probablement diverses, mais l'une d'entre elles est certainement le mouvement de protection de la nature qui émerge à cette date autour de livres comme Silent Spring de Rachel Carson. L'histoire de l'environnement n'est évidemment pas le seul champ historique à avoir trouvé ainsi ses racines dans le mouvement social mais il semble avoir eu, dans ce domaine, des conséquences particulièrement notables.*

### *Le traditionnel sentiment anti-urbain américain, la riposte antinaturaliste*

À la fin des années 1980, c'est-à-dire dix à quinze ans après ses débuts, l'histoire de l'environnement était bien établie aux États-Unis. Elle figurait désormais au programme de nombreuses universités, une société avait été créée dès 1976, l'*American Society for Environmental History*, avec sa revue *Environmental History* (6)... Mais, au début de l'année 1990, s'ouvrit un débat qui apparaît très révélateur à l'historienne de l'urbain que je suis. Le *Journal of American History*, célèbre revue d'histoire généraliste américaine, publiait alors un dossier qui marquait, en quelque sorte, la reconnaissance de l'histoire de l'environnement comme un courant d'importance dans la discipline historique. Le dossier s'ouvrait par un article de Donald Worster, l'un des pionniers de l'histoire de l'environnement américain, auteur du fameux *Nature's Economy : A History of Ecological Ideas* (1977), traduit plus tard en français sous le titre *Les pionniers de l'écologie...* Le titre de l'article de Worster était (je traduis) « Transformation de la terre : pour une perspective agro-écologique en histoire ». Cet article se voulait en quelque sorte programmatique, et prétendait donner le cadre de ce que devait être l'histoire de l'environnement. Worster y expliquait que les historiens de l'environnement n'avaient pas à s'occuper des villes (le terme employé était *built environment*) (7). La raison qu'il invoquait pour cela était que les villes étaient « *wholly expressive of culture* » et à ce titre étrangères à l'objet de l'histoire de l'environnement qui aurait été, selon lui, la nature. Dans un autre article un peu postérieur, Worster revenait sur la question et recommandait de laisser l'étude de l'environnement urbain aux historiens des villes, de l'architecture et des techniques (8).

On reconnaît bien là l'influence de la conception écologiste et naturaliste à laquelle Yvette Veyret fait référence... Par ailleurs, l'histoire de l'environnement a trouvé, comme je l'ai dit, une partie au moins de ses racines dans un mouvement social lui-même inspiré des idées conservationnistes et qui prêchait un « retour » à une nature passablement idéalisée. Jouait aussi le traditionnel sentiment anti-urbain américain, le culte de la *wilderness*, qui a atteint dans ce pays des proportions inconnues ailleurs (9). Dans ce contexte, ni les villes ni les historiens des villes (et de tout ce qui s'y rapporte, c'est-à-dire, pour faire bref, tout ce qui relève de la civilisation industrielle moderne) ne pouvaient être bienvenus au sein de la jeune histoire de l'environnement. Les villes étaient l'ennemi, la cause des malheurs de la nature.

Au moment de la parution de cet article, Worster ne fut contesté que par un seul historien, William Cronon, auteur d'un ouvrage sur les relations entre Chicago et les grandes plaines qui l'entourent, au XIX<sup>e</sup> siècle : *Nature's Metropolis* (10). Cronon reprochait à Worster de mettre exclusivement l'accent sur la nature et l'agriculture, de négliger les autres aspects de l'économie, et d'ignorer, je cite, « *cities, highways, slums, factories, hospitals, corporations, military installations, all the many places that give shape to the modern world.* »

Par la suite, Cronon allait diriger un ouvrage collectif dont les contributions reconsidéraient la place de l'homme dans la nature et les relations entre eux, et remettaient aussi en cause la vision strictement naturaliste de Worster (11).

Mais, entre temps, une véritable riposte antinaturaliste avaient été menée par des historiens spécialistes de l'étude des infrastructures urbaines comme Martin Melosi, Joel Tarr, ou Christine Rosen. Ils défendirent avec force, dans la revue *Environmental History* ou dans le *Journal of Urban History*, l'idée qu'il y avait une place pour la ville et pour l'industrie dans l'histoire de l'environnement. Les arguments principaux des (entre guillemets) « défenseurs de la ville » étaient au nombre de trois. Ils soulignaient, tout d'abord, à quel point il était étrange de vouloir étudier la nature sans prendre en compte ce qui, de toute évidence, avait représenté pour elle, depuis deux siècles environ, le *challenge* le plus important : l'urbanisation de masse – et l'industrialisation qui l'accompagna souvent. Ils relevaient ensuite la contradiction qui consistait à exclure la ville au motif qu'elle était une construction *culturelle* tout en préconisant par ailleurs l'étude des paysages agraires. Quoi de plus *culturel*, notaient-ils, qu'un paysage agricole ? Enfin, et cet argument-là venait de Melosi, considérer les villes, constructions humaines, comme un objet d'étude moins intéressant que des constructions « naturelles » comme les fourmilières ou les barrages des castors était un choix qui le mettait mal à l'aise parce qu'il revenait à mettre en cause la place de l'homme sur la terre. Bien que Melosi n'ait pas cherché à fonder théoriquement les raisons de ce sentiment de malaise, il touchait là à un élément de première importance, sur lequel je vais revenir.

Ce débat sur ce qui est naturel et ce qui ne l'est pas, finalement utile puisqu'il a permis à l'histoire de l'environnement urbain de s'épanouir, en premier lieu aux États-Unis, me paraît cependant illustrer le cloisonnement malheureux entre disciplines de sciences humaines et sociales et le retard – ou le désintérêt – des historiens dans leur réflexion sur ce sujet. Il y a bien longtemps, en effet, que les philosophes d'abord, les sociologues, les anthropologues, les géographes, les historiens des sciences ensuite, s'interrogent sur la nature de la nature et ce qui la sépare de la culture – entendue comme ce qui n'est pas nature. Des centaines d'ouvrages ont été consacrés à ce sujet. La plupart s'accordent sur le fait que la nature est un concept totalement construit, dont on peut dater l'apparition et étudier les avatars au cours des siècles et d'une civilisation à l'autre. L'accord se fait aussi sur le caractère *récent* et *contingent* de la conception occidentale actuelle de la nature.

### **Pourquoi il est important que les historiens s'emparent de l'objet « environnement »**

Dans un ouvrage récent, *Par delà Nature et Culture*, l'anthropologue Philippe Descola montre d'ailleurs que cette façon de penser le monde comme divisé entre deux sphères dénommées nature et culture n'est que l'une des visions possibles, et qu'elle n'est partagée que par une petite frac-



© Roger Perrin/KHARBINE-TAPABOR

*Dans le débat sur ce qui est naturel ou ce qui ne l'est pas, né aux Etats-Unis au début des années 1990, les « défenseurs de la ville » soulignaient à quel point il était étrange d'étudier la nature sans prendre en compte ce qui avait représenté pour elle le challenge le plus important : l'urbanisation de masse – et l'industrialisation qui l'accompagna. Et, aussi, d'exclure la ville au motif qu'elle était une construction culturelle. Quoi de plus culturel, notaient-ils, qu'un paysage agricole ?*

tion de l'humanité. Autrement dit, que pour une large part de l'humanité, la « nature » telle que nous la concevons n'existe pas...

Pourtant, même en se situant dans notre cadre de pensée occidental, dans cette dichotomie nature/culture, peu importe à mon avis que les villes soient plus ou moins naturelles que les fourmilières ! Car l'objet de l'histoire de l'environnement n'est pas la nature, ni même la relation que l'homme entretient avec celle-ci. C'est une histoire de la relation qu'il entretient avec l'ensemble des éléments qui l'entourent, quelle qu'en soit la nature. Une histoire qui prend en compte non seulement les contraintes que la nature impose à l'homme (ce que les historiens ont fait

depuis longtemps) mais aussi, et c'est cela qui est plus neuf, l'impact de l'homme sur ce qui l'entoure, qu'il s'agisse d'un « simple » usage des ressources qu'elle fournit, de leur exploitation intensive, d'aménagement ou de destruction.

J'en viens à ma seconde question : pourquoi est-il important que les historiens s'emparent de l'objet « environnement » et, tout en collaborant avec les autres sciences sociales, apportent leur pierre à l'édifice de la connaissance ? La première raison en est à l'évidence que les défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ne relèvent pas seulement des sciences de la vie et de la terre. La question environnementale interroge les sciences sociales, parce qu'elle pose

la question du statut de l'homme sur la terre, la question du type de développement social et économique que nous voulons, la question des responsabilités intergénérationnelles, celle des modes de régulation souhaitables, celle de la place de la science et de l'expertise, etc. Autant de questions qui sont de véritables problèmes posés aux sciences sociales, à toutes les sciences sociales, y compris l'histoire. Peut-on croire sérieusement, en effet, que l'on pourra y faire face sans comprendre comment on a pu en arriver là ? Les questions posées sont nombreuses, et les réponses complexes. Elles divisent profondément les philosophes, par exemple, dans un débat bien connu de la plupart des disciplines mais étrangement ignoré jusqu'à présent des historiens. Ce débat divise profondément les partisans de ce que les Américains appellent la *deep ecology*, introduite en France par le philosophe Michel Serres et son *Contrat naturel* mais colportée aussi par des personnalités médiatiques comme Antoine Waechter ou feu le célèbre Commandant Cousteau, et les partisans d'une écologie qu'on pourrait dire humaniste, parmi lesquels, chez les philosophes, Luc Ferry ou Dominique Bourg.

Pour résumer à grands traits une question complexe, on peut dire que l'écologie radicale accuse tout à la fois la culture judéo-chrétienne d'être à l'origine de l'anthropocentrisme qui place l'homme au-dessus de la nature, l'esprit scientifique d'être inapte à la compréhension de la nature comme totalité, et la technique d'être responsable de tous les maux. La revendication de « droits de la nature » (faire de la nature un « sujet de droit », écrit Michel Serres) amène à la remise en cause de la Déclaration des Droits de l'Homme, au motif qu'elle passe sous silence ceux de la nature. Radicaux parmi les radicaux, certains sont même allés jusqu'à affirmer qu'une quasi extinction de l'espèce humaine serait la meilleure chose qui puisse arriver : « une mortalité massive serait une bonne chose. Il est de notre devoir de la provoquer. C'est le devoir de notre espèce vis-à-vis de notre milieu [*the whole*] d'éliminer 90 % de nos effectifs » (12).

Je partage pour ma part l'idée qu'il n'y a pas, qu'il ne peut pas y avoir de morale naturelle, que la morale est une construction humaine, qui obéit à des critères humains... Ce parti pris a des implications sur mon travail d'historienne et la conception qui est la mienne de l'histoire de l'environnement... Mais surtout, il me conduit à presser les historiens d'apporter leur contribution, de faire entendre leur voix sur ces sujets, car les travaux historiques permettent, j'en suis convaincue, de remettre bien des pendules à l'heure. On peut en effet affirmer, sans que cela apparaisse comme un chauvinisme disciplinaire exacerbé, que les historiens sont les plus compétents... pour écrire l'histoire. Et l'histoire me paraît être le meilleur vaccin contre les positions historiquement infondées des *deep ecologists*, qui utilisent parfois comme alibi un passé plus fantasmé qu'autre chose. Il est vrai qu'ils ont, en France, moins de poids qu'aux États-Unis, ou que leurs théories y sont moins radicales. C'est tant mieux, mais cela ne saurait suffire à justifier de la part des historiens, leur négligence du terrain.

### *Des enjeux cognitifs ou scientifiques mais aussi politiques et civiques*

Au-delà de ce débat, il est un fait que l'écriture d'une histoire environnementale n'a pas que des enjeux ou cognitifs ou scientifiques mais aussi politiques et civiques dont les historiens n'ont sans doute pas suffisamment conscience. Habités à pratiquer, souvent isolément, et sur des temps longs, une recherche fondamentale sans enjeu immédiat, les historiens n'ont pas l'habitude de décider de leurs sujets de recherche en fonction des défis politiques, sociaux, environnementaux auxquels nos sociétés sont confrontées. Il existe certes de notables exceptions : les historiens de l'immigration, de la nationalité, de la citoyenneté, par exemple, sont confrontés à une demande sociale très forte, et ils participent largement aux débats actuels. On pourrait donner d'autres exemples. Cependant, la majorité des historiens ne choisit pas, me semble-t-il, l'objet de ses recherches en fonction de l'actualité mais en fonction de l'intérêt strictement intellectuel qu'ils leur portent. Il se pourrait même qu'il y ait, chez certains, une réticence à se mêler de choses trop évidemment utiles ou trop contemporaines. Pourtant, les disciplines en charge « d'inventer l'avenir » n'y parviendront que si les historiens, eux, s'attaquent enfin, en nombre suffisant, à des questions du type « mais comment en est-on arrivé là ? », « comment a-t-on pu laisser se former des situations aussi insoutenables ? ». Et pourtant, il y a incontestablement une réticence à s'intéresser aux questions environnementales ou, plus étrange encore, à dire qu'on le fait. Car il est remarquable qu'un certain nombre d'historiens français pratiquent des recherches que le reste du monde qualifierait d'*environmental history* alors qu'eux-mêmes ne souhaitent pas qualifier ainsi ce qu'ils font.

Passons en revue quelques-unes des objections qui m'ont été opposées depuis que je plaide la cause du développement de l'histoire de l'environnement. L'histoire de l'environnement ne serait, selon certains, qu'une nouvelle appellation, un nouvel « emballage » destiné à mieux « vendre » des « marchandises » restées identiques en les affublant d'un nom plus à la mode. Les domaines dont elle prétend traiter seraient déjà pris en compte depuis longtemps par d'autres sous-disciplines comme l'histoire rurale, l'histoire urbaine, l'histoire de la santé... Déjà prises en compte ? Peut-être. Mais comment, c'est une autre affaire. Prenons quelques exemples.

L'histoire économique et sociale française a raisonné, jusqu'aux années 1990 au moins, en termes de croissance – synonyme de progrès – et de crises – c'est-à-dire de ralentissement ou d'arrêt de la croissance. La « révolution industrielle » était présentée comme un changement de mode de production et de système technique aux implications sociales et culturelles certes majeures, mais dont les conséquences sur les écosystèmes urbains ou ruraux ou sur les paysages n'étaient pas envisagées, ou ne l'étaient que marginalement. Les historiens partageaient avec les économistes le culte de la cheminée qui fume, symbole de prospérité et non de pollution. L'étude de thèmes comme

l'impact à long terme des choix technologiques ou les conséquences de l'emploi des ressources fossiles n'était pas à l'ordre du jour. On a pu écrire des sommes impressionnantes sur tel ou tel grand industriel de la chimie, Saint-Gobain par exemple, sans qu'une ligne ne soit consacrée aux pollutions fantastiques causées par cet industriel, ni même aux problèmes de gestion qu'elles ne pouvaient manquer d'engendrer pour lui. Chez les historiens de l'art, on a pu écrire un ouvrage entier sur l'esthétique des cheminées d'usine sans qu'un mot ne soit consacré... aux fumées que ces cheminées servaient à déplacer. Loin de moi l'idée que l'esthétique des cheminées ne mérite pas attention, mais le silence sur leur fonction me paraît remarquable du consensus industrialiste qui a marqué les sciences humaines et sociales jusqu'à une date récente, et l'histoire plus que d'autres encore.

La démographie historique, lorsqu'elle partait à la recherche de causes susceptibles d'expliquer la surmortalité ou la surmorbidity urbaine du XIX<sup>e</sup> siècle, se montrait, comme les contemporains, plus sensible à l'insalubrité des logements qu'à la pollution de l'air respiré par les citoyens ou à celle de l'eau, facteurs pourtant déterminants. L'histoire sociale urbaine décrivait, certes, les progrès en matière d'amenée d'eau et posait la question de sa potabilité et de son rôle dans la transmission des épidémies, mais elle ne s'interrogeait guère sur la façon dont ces eaux, une fois usées, ressortaient des villes et sur les conséquences de cette absence de retraitement. La querelle qui opposa, par exemple, au XIX<sup>e</sup> siècle, autour des vidanges parisiennes, les partisans des champs d'épandage et ceux du rejet dans la Seine, était connue des historiens, mais elle n'était pas considérée en termes environnementaux (impact de l'épandage, conséquences du rejet dans la Seine sans retraitement) ; les arguments physico-chimiques avancés à l'époque dans les deux camps (récupération de l'azote, « pouvoir d'autoépuration de l'eau »...) n'étaient pas analysés. Pendant longtemps, on ne disposa sur le sujet que d'un ou deux articles pionniers, plus ou moins provocateurs (un peu comme si les sujets touchant à l'assainissement ne pouvaient être traités que sur le mode iconoclaste). Ces travaux étaient, en tout cas, insuffisants pour rendre compte de problèmes aussi complexes que ceux du métabolisme urbain. L'histoire du mouvement ouvrier, lorsqu'elle s'intéressait aux conquêtes sociales, se focalisait sur la question de la durée du travail ou de la protection sociale mais négligeait les injustices ou les maladies environnementales dont les ouvriers étaient pourtant victimes au premier chef, au travail ou dans les quartiers où ils habitaient.

### *Un concept bio-culturel*

L'histoire de l'environnement telle que je la conçois revient sur ces questions – et sur d'autres, ce ne sont ici que quelques exemples – avec un autre regard. Elle le fait d'un point de vue qui rompt avec l'économisme qui a dominé l'histoire au XX<sup>e</sup> siècle. Elle raisonne selon un paradigme différent, dans lequel l'homme ne se trouve pas en situa-

tion d'extériorité par rapport à la nature, mais dans lequel il est partie intégrante de la biosphère, interagit avec elle et ne peut trouver de solution viable à ses problèmes en mettant à mal les écosystèmes dont il fait partie. Il ne s'agit en aucun cas d'attacher plus d'importance à la nature qu'à l'homme, je l'ai dit plus haut, mais de ne pas dissocier les deux, car l'environnement est un concept bio-culturel.

En adoptant des échelles différentes (plus longue pour le temps, plus vaste pour l'espace), l'histoire de l'environnement peut montrer que les choix faits par l'homme dans la gestion de son environnement peuvent avoir à moyen ou long terme des effets différents de ceux qu'il avait espérés, voire des effets inverses ; elle permet de prendre en compte l'ensemble de l'impact anthropique et non son seul impact local ; de revisiter des notions construites dans un temps et un espace donnés, comme celle de progrès. Prenons, là encore, un exemple.

Les historiens de ma génération ont appris de leurs maîtres comment les modifications des pratiques agraires progressivement introduites dans les pays occidentaux aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ont permis une spectaculaire augmentation de la productivité, éradiquant définitivement le spectre séculaire de la famine. Le passage de l'emploi des engrais organiques à celui des engrais de synthèse produits par une industrie considérée comme le fleuron de la seconde révolution industrielle était estimé comme une avancée majeure. Il est parfaitement exact qu'à court terme, des rendements bien supérieurs et plus réguliers ont augmenté la richesse produite et assuré la subsistance d'un nombre plus grand d'individus tout en diminuant la durée et la pénibilité du travail nécessaire. Mais si l'on considère les choses sur un temps plus long, on en découvre la contrepartie. L'usage massif d'engrais de synthèse et de pesticides a entraîné la pollution des nappes aquifères. Les souvenirs accompagnés d'arrachage des haies sont aujourd'hui reconnus responsables de sécheresse, d'érosion, de disparition de la faune ; l'industrie a laissé derrière elle des milliers d'hectares de sol pollués qu'il faut aujourd'hui recenser et nettoyer, quand cela est possible, avant de les reconverter. Certains agronomes remettent même en cause la pertinence de la révolution agricole des deux derniers siècles et montrent que les pratiques actuelles, considérées en termes de bilan calorique, sont moins efficaces que les pratiques dites traditionnelles (13). Certains économistes soulignent la dépendance entraînée par l'importation de combustibles fossiles (ou d'autres ressources, comme l'eau d'irrigation) nécessaires à cette nouvelle économie agraire, sa fragilité et sa « non-durabilité » (14). Par ailleurs, la fabrication de ces engrais, qui se faisait en ville, était également à l'origine d'une pollution intense de quartiers entiers, provoquant maladies, spéculation foncière, intervention de l'État dans l'industrie, premières mesures d'un planning urbain qui ne portait pas encore ce nom. Toutes ces questions sont au cœur des interrogations de l'historien de l'environnement, et sa façon d'aborder des problèmes que l'on croyait bien connus débouche sur une appréciation totalement nouvelle des pratiques passées.

*L'interdisciplinarité bon gré, mal gré*

Une autre réticence fréquente face à l'histoire de l'environnement est souvent formulée ainsi : « L'utilisation d'une nouvelle appellation ne va-t-elle pas contribuer encore un peu plus à l'éclatement de l'histoire ? ». Je ne le crois pas. Tout au contraire, parce que son objet est l'histoire d'une relation, elle oblige à reconsidérer les liens existant entre des éléments trop longtemps considérés séparément. Écrire, par exemple, une histoire de la pollution industrielle dans les villes, c'est toucher simultanément à des sous-disciplines qui ont d'ordinaire, leurs propres historiens : histoire de la santé, de l'industrie, des techniques et des sciences, de l'économie, du planning urbain, des politiques publiques...

Non seulement la recherche d'une vision environnementale pousse à franchir les barrières, mais tous les historiens qui pratiquent l'histoire de l'environnement le constatent : elle amène aussi, presque fatalement, à la pratique de l'interdisciplinarité. Une interdisciplinarité que chacun appelle sans cesse de ses vœux sans vraiment la mettre en œuvre. Les historiens de l'environnement, eux, y viennent tôt ou tard, et bon gré mal gré, car elle n'est jamais facile. Et l'interdisciplinarité qu'ils pratiquent s'étend non seulement aux sciences humaines et sociales mais aux sciences de la vie et de la terre, aux sciences physiques, aux sciences de l'ingénieur. Comment écrire une histoire du climat sans contact avec les climatologues ? Une histoire de la pollution sans toucher à la chimie ? Une histoire des systèmes d'assainissement ou des ressources énergétiques sans s'intéresser aux techniques ?

En fait, il est bien possible que l'histoire environnementale n'ait pas vraiment de terrain qui lui soit particulier. Mais elle a assurément un regard qui lui est propre. Une des spécificités françaises, et je conclurai sur ce point, est peut-être que ce regard est désormais en train de se développer au sein même des sous-disciplines plus traditionnelles (histoire rurale, histoire de la santé...) sans que tous les historiens éprouvent le besoin d'employer un terme nouveau pour cela. La place me manque pour en donner des exemples, mais si l'hypothèse se confirmait, l'essentiel serait arrivé. Car il ne s'agit pas de créer une nouvelle école, une nouvelle sous-discipline, encore moins une nouvelle chapelle historique, mais bien de relire le passé avec un regard moins unilatéralement économiste, plus écologiste, et finalement plus social, car les inégalités écologiques, longtemps passées sous silence, sont, elles aussi, immenses.

**Notes**

(1) Cet article reprend certains passages ou idées que j'ai développés dans l'introduction au numéro spécial « Villes et Environnement » de la

revue *Histoire Urbaine*, n° 18, avril 2007. Je remercie son rédacteur en chef, Denis Menjot, de m'avoir autorisée à reproduire certains passages.

(2) Pour une présentation de ce qui se fait dans ce domaine en France actuellement, voir G. Massard-Guilbaud, « La storia ambientale nei paesi francofoni europei. Rassegna delle ricerche in corso », *I frutti di Demetra. Bollettino di storia e ambiente*, n° 12-2006, 51-60.

(3) La référence est extrêmement répandue. Le premier à avoir développé cette idée semble être A.W. Crosby, « The Past and Present of Environmental History », *American Historical Review*, 100, n° 4, Oct. 1995, p. 1177-1189. Des historiens d'autres pays reprennent cette idée. Voir par exemple Tymo Myllyntaus, « Environment in Explaining History : Restoring Humans as Part of Nature », in Alfred W. Crosby, Tymo Myllyntaus and Mikko Saikku (eds), *Encountering the Past in Nature, Essays in Environmental Histories*, Ohio University Press, 2000 ou Sverker Sörlin et Paul Warde, « The Problem of the Problem of Environmental History. A Re-reading of the Field and Its purpose », *Environmental History*. Janvier 2007, vol. 12, 1.

(4) Emmanuel Le Roy Ladurie, *Histoire du climat depuis l'An Mil*, Paris, Flammarion, 1967.

(5) *Idem*, *Le Territoire de l'historien*, Gallimard, 1973, p. 417 et 511. Il est vrai que Le Roy Ladurie disait aussi, à la fin du premier chapitre de son histoire du climat, que lorsque cette histoire « physique » aurait été écrite, alors, mais seulement alors, on pourrait s'intéresser à l'impact du climat et de la météorologie sur les sociétés humaines. Il a d'ailleurs tenu sa promesse avec sa nouvelle *Histoire humaine et comparée du climat* (Fayard, 2004 et 2006).

(6) Cette revue deviendra par la suite *Environmental History Review* avant de prendre son nom actuel de *Environmental History*.

(7) Donald Worster, « Transformations of the Earth : Toward an Agroecological Perspective in History », *Journal of American History* 76, no. 4, 1990, p. 1087-1106.

(8) « Appendix : Doing Environmental History » in Donald Worster, *The Ends of the earth : Perspective on Modern Environmental History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

(9) Yvette Veyret développant aussi ce point, je n'y insiste pas.

(10) Willima Cronon, *Nature's Metropolis, Chicago and the Great West*, New York, W. W. Norton & Company, 1991.

(11) William Cronon, *Uncommon Grounds. Rethinking the human Place in Nature*, New York, Norton, 1995.

(12) William Alken, « Earthbound », in Tom Regan (ed.), *New Introductory. Essays in environmental Ethics*, New York, Random House, 1984, cité par Dominique BOURG, in *La nature en politique*, op. cit. p. 159.

(13) Voir par exemple H. Haberl, K. Erb et F. Krausmann, « How to calculate and interpret ecological footprints for long periods of time : the case of Austria », *Ecological economics*, 38, 2001, 25-45. Xavier Cussó, Ramon Garrabou, Eric Tello, « A 1860-1870 agrarian energy balance in Catalonia : social metabolism and land use », chapitre à paraître dans un ouvrage collectif sous la direction de Mauro Agnoletti. Texte aimablement communiqué par Eric Tello.

(14) J. Martinez-Alier et K. Schlüppmann, *La ecologia y la economia*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1991.